

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

6 MAI 1997

Proposition de loi sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise

(Déposée par M. Delcroix et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

L'intérêt croissant que portent les gouvernements et les entreprises européens à la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise répond à des évolutions économiques et sociales très spécifiques. Au XXI^e siècle, le vieux modèle de l'entreprise, où l'on oppose souvent diamétralement le travail et le capital, où les actionnaires fournissent le capital à risque tandis que les travailleurs louent leurs services moyennant un salaire fixe, sera remplacé par une culture d'entreprise toute nouvelle, dans laquelle les revenus des actionnaires (le capital financier) et des collaborateurs (le capital humain) seront maximisés, où le «maximize shareholder value» sera remplacé par le «maximize stakeholder value». Dans une telle optique, la participation des travailleurs au capital de leur entreprise (en d'autres termes, l'actionnariat des salariés) est une manière d'envisager l'entreprise qui, dans l'esprit de De Gaulle, Erhard, Long et Delors, notamment, doit s'inscrire dans le cadre d'une conception démocratique de la société. La clé de la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise est la création d'un environnement coopératif, où l'on informe, communique et participe. Dans l'esprit de la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise, on considère celle-ci comme une communauté d'intérêts tant pour ce qui est de la gestion (participation structurelle) que pour ce qui est des résultats. L'entreprise est alors une «assemblée de visages» et non une «société anonyme».

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1996-1997

6 MEI 1997

Wetsvoorstel inzake ondernemingsparticipatie

(Ingediend door de heer Delcroix c.s.)

TOELICHTING

De groeiende aandacht voor ondernemingsparticipatie van de werknemers vanwege Europese regeringen en ondernemingen heeft te maken met zeer specifieke economische en maatschappelijke ontwikkelingen. In de onderneming van de 21e eeuw zal het oude ondernemingsmodel, waar arbeid en kapitaal vaak diametraal tegenover elkaar geplaatst worden, waar aandeelhouders risicokapitaal verstrekken en waar werknemers ingehuurd worden tegen vast loon, vervangen worden door een geheel nieuwe ondernemingscultuur, waarin de opbrengsten van aandeelhouders (financial capital) en medewerkers (human capital) gemaximaliseerd zullen worden, waar «maximize shareholder value» vervangen wordt door «maximize stakeholder value». Ondernemingsparticipatie, waarbij werknemers participeren in het kapitaal van hun onderneming (met andere woorden kapitaalaandelen hebben) is vanuit die invalshoek een zienswijze op ondernemen, die, in navolging van onder andere De Gaulle, Erhard, Long en Delors, dient te worden gekaderd in een democratische maatschappijopvatting. De sleutel tot ondernemingsparticipatie is het creëren van een coöperatieve omgeving, waar geïnformeerd, gecommuniceerd en geparticipeerd wordt. Ondernemingsparticipatie beschouwt de onderneming als belangengemeenschap, zowel in beleid (structurele participatie) als in resultaat. De onderneming is dan «assemblée de visages» en niet «société anonyme».

La présente proposition de loi vise à créer un cadre dans lequel les travailleurs belges, à l'instar de la plupart de leurs homologues européens, puissent participer structurellement dans leur entreprise. Corollairement, les travailleurs pourraient participer aux bénéfices de l'entreprise, réalisés en somme avec le concours de leurs connaissances et de leurs efforts.

Dans les pays voisins, les systèmes de participation aux résultats et au capital connaissent un succès croissant, non seulement parce que les entreprises obtiennent des résultats favorables, mais également parce que l'on a remis en place la sécurité juridique nécessaire et prévu les incitants fiscaux et parafiscaux voulus.

La présente proposition de loi s'inspire de la recommandation européenne du 27 juillet 1992 concernant la promotion de la participation des travailleurs salariés aux bénéfices et aux résultats de l'entreprise (y compris la participation au capital) (*Journal officiel des Communautés européennes*, 26 août 1992, N° L 245/53) et des rapports PEPPER I et II qui s'y rattachent. On a plus particulièrement tenu compte en l'occurrence de la législation et de l'expérience en la matière des États membres européens les plus avancés comme la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne.

Les critères de base de la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise — repris intégralement dans la proposition de loi — peuvent se déduire de la recommandation du 27 juillet 1992 et de son annexe, ainsi que des rapports PEPPER.

Ainsi peut-on dire qu'un régime de participation doit satisfaire au moins aux caractéristiques suivantes.

Il doit être :

1° Un régime interne

Les formules de participation doivent avoir été élaborées au sein de l'entreprise elle-même. Il doit donc s'agir de formules spécifiques de l'entreprise.

2° Un régime collectif

Les formules doivent être proposées à l'ensemble des travailleurs ou à une grande partie d'entre eux. Les primes individuelles, telles que commissions, salaires à la pièce, etc., sortent du cadre d'une formule de participation.

3° Un régime permanent

Les formules doivent avoir un caractère durable, c'est-à-dire être appliquées avec régularité.

Dit wetsvoorstel beoogt een kader te scheppen waarbinnen de Belgische werknemers, zoals de meeste van hun Europese collega's, structureel kunnen participeren in hun onderneming. Als afgeleide hiervan kunnen de werknemers deelnemen in de winsten van de onderneming, tenslotte mede verwezenlijkt dankzij hun kennis en inzet.

In de ons omringende landen kennen systemen van resultaats- en kapitaalsparticipatie een groeiend succes, niet alleen door de gunstige resultaten die de ondernemingen boeken, maar ook door het verlenen van de nodige rechtszekerheid en stimuli op fiscaal en parafiscaal vlak.

Onderhavig wetsvoorstel werd geïnspireerd door de Europese Aanbeveling van 27 juli 1992 betreffende de bevordering van werknemersparticipatie in bedrijfswinsten en- resultaten (inclusief aandelenparticipatie) (*Publicatieblad Europese Gemeenschappen*, 26 augustus 1992, Nr. L 245/53) en de aan deze Aanbeveling verbonden PEPPER-I en II-verslagen. Meer in het bijzonder werd hierbij rekening gehouden met de wetgeving en ervaring van de ter zake meest gevorderde Europese lidstaten, met name Frankrijk, Groot-Brittannië, Nederland en Duitsland.

De basiscriteria voor ondernemingsparticipatie — die volledig door het wetsvoorstel worden overgenomen — kunnen uit de Europese Aanbeveling van 27 juli 1992 en de bijlage, evenals uit de PEPPER-verslagen afgeleid worden.

Aldus kan gesteld worden dat slechts van een participatiestelsel kan gesproken worden wanneer het minimaal voldoet aan volgende kenmerken.

Het moet gaan om een :

1° Intern stelsel

De participatieregelingen moeten in de schoot van de eigen onderneming in werking zijn gesteld. Het moet dus gaan om ondernemingsgebonden regelingen.

2° Collectief stelsel

De participatieregelingen moeten aangeboden worden aan alle of aan een groot deel van de medewerkers. Individuele toeslagen, zoals commissielonen, stuklonen en dergelijke, vallen buiten het kader van een participatieregeling.

3° Permanent stelsel

De participatieregelingen moeten een duurzaam karakter hebben. d.i. met regelmaat toegepast worden.

4^o *Un régime lié aux résultats*

Les formules de participation doivent être liées de manière directe ou indirecte aux résultats de l'entreprise, ce qui les distingue des rémunérations fixes, auxquelles elles ne peuvent pas se substituer.

Plus explicitement et pour éviter tout malentendu, on peut ajouter que les conditions de base doivent être conçues de manière à préserver aussi bien la structure des salaires que les conditions de travail des collaborateurs. De plus, ces conditions ne peuvent porter atteinte ni à la structure financière de l'entreprise ni au financement classique de la sécurité sociale par le biais de la notion de salaire. Si l'on accorde des incitants fiscaux ou parafiscaux, ils doivent être justifiés d'un point de vue socio-politique, sous le respect des principes démocratiques.

Les avantages de la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise sont légion :

— Elle favorise une implication et une responsabilisation plus grandes des travailleurs dans l'entreprise (objectif d'association). L'intéressement aux résultats positifs de l'entreprise et/ou à l'augmentation du patrimoine accroît la motivation du personnel (fonction clé du facteur humain dans l'entreprise) et renforce le lien avec l'entreprise. Elle les aide à mieux comprendre le fonctionnement, les objectifs et les prestations de leur entreprise, et influence favorablement la productivité, la rentabilité, la compétitivité et l'emploi. Cet élément sera plus prépondérant encore dans la société de connaissances et de services de demain.

— La participation des travailleurs salariés dans l'entreprise permet aux entreprises d'attirer et de garder plus facilement une main-d'œuvre motivée et qualifiée et de mieux se défendre contre la fuite des cerveaux dans un marché unique européen où les normes et les exigences de qualité sont de plus en plus élevées.

— La participation des travailleurs salariés dans l'entreprise correspond au concept de l'entreprise du XXI^e siècle et permet aux jeunes générations de se constituer un patrimoine.

— La participation des travailleurs salariés dans l'entreprise renforce l'autofinancement et améliore la structure du capital, ce qui doit permettre aux entreprises de réaliser les innovations technologiques, les rationalisations et les restructurations nécessaires, qui sont d'une importance vitale en raison de l'accroissement d'échelle au niveau européen et du renforcement de la concurrence au sein du marché unifié.

4^o *Resultaatgebonden stelsel*

De participatieregelingen moeten rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden zijn met de ondernemingsresultaten, wat hen onderscheidt van vaste lonen waarvan ze niet in de plaats kunnen komen.

Meer expliciet en teneinde geen misverstanden te doen ontstaan kan daarenboven gesteld worden dat de basisvoorwaarden dusdanig moeten opgevat zijn dat zowel de weddenstructuur als de arbeidsvoorwaarden van de medewerkers gevrijwaard blijven. Tevens mogen zij de financiële structuur van de onderneming noch de klassieke financiering van de sociale zekerheid via het loonbegrip aantasten. In de mate dat fiscale of parafiscale incentives toegestaan worden, moeten deze politiek-maatschappelijk verantwoord zijn, waarbij democratische principes voorop moeten staan.

De voordelen van ondernemingsparticipatie zijn legio :

— Ondernemingsparticipatie voedt het streven naar een grotere betrokkenheid en verantwoordelijkheid van werknemers in hun bedrijf (associatie-doel). Deelname in de gunstige ondernemingsresultaten en/of de vermogensgroei verhoogt de motivatie van het personeel (sleutelfunctie van de menselijke factor in de onderneming) en verstevigt de band met de onderneming. Het verhoogt hun inzicht in de werking, de doelstellingen en de prestaties van hun bedrijf, en werkt gunstig in op de productiviteit, rentabiliteit, concurrentievermogen en tewerkstelling. Dit zal nog meer doorslaggevend zijn in de kennis- en dienstenmaatschappij van morgen.

— Ondernemingsparticipatie vergemakkelijkt het aantrekken en behouden van gemotiveerde en gekwalificeerde arbeidskrachten en geeft extra weer tegen brain-drain in een Europese eenheidsmarkt waar kwaliteitsnormen en eisen steeds hoger liggen.

— Ondernemingsparticipatie sluit aan bij het ondernemingsconcept van de 21e eeuw en leidt tot opbouw van vermogen bij de jongere generaties.

— Ondernemingsparticipatie verhoogt autofinanciering en verbetert de kapitaalstructuur. Dit moet de bedrijven in staat stellen de noodzakelijke technologische vernieuwingen, rationalisaties en herstructureringen door te voeren, die uit hoofde van de Europese schaalvergroting en de toegenomen concurrentie binnen een eengemaakte markt van levensbelang zijn.

— La participation des travailleurs salariés dans l'entreprise a un effet d'ancrage sur le pouvoir de décision. Il devient plus difficile pour des actionnaires extérieurs de dégraisser ou de liquider des entreprises en bonne santé.

— La participation dans l'entreprise permet également aux travailleurs d'avoir accès à des informations vitales relatives à l'entreprise. Cet accès à l'information, actuellement réservé à un seul facteur de production — le capital —, favorise la confiance et la motivation. Une mauvaise circulation de l'information entre la direction de l'entreprise et la «base» est souvent ressentie comme démotivante. L'accès à l'information responsabilise les travailleurs, même dans les entreprises peu performantes.

— La Belgique est à peu près le seul pays où la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise ne soit pas mise en œuvre à grande échelle. Cette évolution qui se produit à l'étranger (Allemagne, France, États-Unis, Royaume-Uni, Pays-Bas) a aussi son importance parce que les entreprises étrangères pratiquant la participation ne peuvent déployer leur système en Belgique (facteur d'implantation négatif).

— Le fait d'ajouter ainsi, au salaire de base fixe, un élément de gratification lié aux résultats accroît la valeur nette actuelle (*net present value*) du revenu présent et à venir des travailleurs, sans charges salariales supplémentaires. Cette formule prévient tout dérapage des salaires et préserve la compétitivité de l'entreprise.

Favoriser la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise sert donc aussi bien des objectifs socio-politiques que des objectifs micro-économiques et macro-économiques. En fonction du nombre d'entreprises qui recourra au système et de la formule choisie, ces objectifs auront plus ou moins de poids dans la pratique.

Comme cette évolution est européenne, la Belgique ne peut se permettre de rester à l'écart ou à la traîne et la nécessité se fait sentir d'un cadre légal permettant aux entreprises d'élaborer et de mettre en application des formules facultatives, dans certaines limites et à certaines conditions.

L'insécurité juridique qui prévaut actuellement en Belgique entrave en effet le développement de formules de participation des travailleurs salariés dans l'entreprise dans notre pays. La Belgique doit saisir l'occasion qui s'offre à elle de se profiler comme un partisan actif de la démocratisation de l'entreprise.

— Ondernemingsparticipatie verankert de beslissingsmacht. Afslanken of vereffenen van gezonde bedrijven door externe aandeelhouders wordt bemoeilijkt.

— Ondernemingsparticipatie geeft ook toegang tot vitale bedrijfsinformatie. De openheid aan informatie, nu enkel beschikbaar voor de productiefactor kapitaal, is vertrouwenwekkend en motiverend. Gebrek aan informatiedoorstroming tussen bedrijfsleiding en de «vloer» wordt vaak als demotiverend gevoeld. Open informatie, ook bij falende ondernemingen, responsabiliseert.

— België is zowat het enige land waar ondernemingsparticipatie niet op grote schaal wordt toegepast. Deze buitenlandse evolutie (Duitsland, Frankrijk, USA, UK, Nederland) is ook van belang omdat buitenlandse «participatieve» ondernemingen hun stelsel in België niet kunnen ontvouwen (negatieve vestigingsfactor).

— Het toevoegen van een resultaatsafhankelijke beloningscomponent, bovenop een vast basisloon, verhoogt de «net present value» of «huidige actuele waarde» van het huidige en nog te verwachten inkomen van de werknemers, zonder extra loonlasten. Dit voorkomt het ontsporen van de loonontwikkeling en verhindert dat de concurrentiepositie wordt aangetast.

Het bevorderen van ondernemingsparticipatie beantwoordt dus zowel aan sociaal-politieke, bedrijfseconomische als macro-economische doelstellingen. Naar gelang van het aantal ondernemingen dat hiervan gebruik maakt en de gekozen formule, krijgen deze doelstellingen in de praktijk meer of minder gewicht.

In het licht van deze Europese ontwikkeling kan België niet afzijdig (achter) blijven en laat zich de noodzaak gevoelen van een wettelijk kader waarbinnen ondernemingen, onder bepaalde grenzen en voorwaarden, facultatieve formules kunnen uitwerken en invoeren.

De huidige situatie van rechtsonzekerheid in België betekent immers een belemmering voor de ontwikkeling van regelingen inzake ondernemingsparticipatie van werknemers in ons land. België moet de kans grijpen zich te profileren als actief voorstander van de democratisering van het bedrijfsleven.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

TITRE I^{er}

Définitions et champ d'application

La présente proposition de loi ne contient pas, outre son article 23, de dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution.

L'article 2 définit plusieurs notions qui sont utilisées dans la proposition de loi et qui devraient être comprises dans le sens indiqué pour l'application de l'ensemble de la loi qui serait éventuellement issue de cette proposition.

La loi proposée est applicable à toutes les sociétés, toutes les institutions, et à tous les établissements ou associations qui sont assujettis à l'impôt des sociétés en vertu du titre III, chapitre I^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, ainsi qu'à toutes les sociétés qui sont considérées au sens de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises comme des filiales ou des sociétés mères de ces sociétés, institutions, établissements ou associations. Il s'ensuit qu'une entreprise peut être composée de plusieurs sociétés belges ou étrangères.

Les associations sans but lucratif, les institutions publiques et les administrations ne tombent pas, en tant que telles, dans le champ d'application de la loi proposée (article 2, 1^o). En ce qui concerne le secteur public, il faudra toutefois, dans une phase ultérieure, prévoir également une participation au résultat. L'on pourrait envisager ainsi une «participation dans les économies» en ce sens que les économies qui auraient été réalisées grâce aux projets de modernisation mis en œuvre par les fonctionnaires pourraient être affectées à un plan central de participation qui soit semblable au plan qui a été prévu pour les entreprises privées, et qui soit soumis, *mutatis mutandis*, aux mêmes règles que ce dernier.

Dans un souci de transparence, l'on a choisi de créer un instrument de participation (le fonds de participation) qui générerait et placerait les apports de participation qui lui auraient été versés en faveur des travailleurs en application des dispositions proposées (article 2, 4^o). Comme le capital de ce fonds serait variable, l'on a décidé de lui donner la forme d'une société coopérative (*cf. infra*).

Le fonds d'entreprise est un fonds dont la mission est d'investir les sommes gérées par le fonds de participation dans la réalisation des objectifs définis par la loi proposée. Le fonds d'entreprise n'a pas la personnalité juridique. Il faut considérer qu'il constitue un compte distinct dans la comptabilité de l'entreprise.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

TITEL I

Definities en toepassingsfeer

Met uitzondering van artikel 23 bevat deze wet geen bepalingen zoals bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Artikel 2 verklaart enkele begrippen die in het wetsvoorstel voorkomen, en die voor de toepassing van het gehele wetsvoorstel aldus moeten begrepen worden.

De wet is van toepassing op iedere vennootschap, instelling, inrichting of vereniging die krachtens titel III, hoofdstuk I van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 onderworpen is aan de vennootschapsbelasting alsmede op iedere vennootschap die — in de zin van de wet op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen — geacht wordt een (klein)dochter of (groot)moederonderneming te zijn van voormelde vennootschap, instelling, inrichting of vereniging. Een onderneming kan dus bestaan uit meerdere binnenlandse of buitenlandse vennootschappen.

Verenigingen zonder winstoogmerk, overheidsinstellingen en administraties vallen als dusdanig niet binnen het toepassingsgebied van deze wet (artikel 2, 1^o). Naar de publieke sector toe moet in een volgende fase echter ook sprake kunnen zijn van resultaatparticipatie. In een «kostenbesparingsparticipatie» bijvoorbeeld, kunnen de aldus uitgespaarde bedragen, die het resultaat zijn van door de ambtenaren gerealiseerde moderniseringsprojecten, zoals voorzien voor privé-ondernemingen, toegewezen worden aan een gelijkaardig centraal participatieplan, waarop *mutatis mutandis* dezelfde regels van toepassing zijn.

Omwille van de transparantie werd geopteerd voor het creëren van een participatievehikel (participatiefonds) dat de participatieïnbrengen die krachtens deze wet ten gunste van de werknemers gestort worden, beheert en belegt (artikel 2, 4^o). Dit participatievehikel wordt, omwille van de veranderlijkheid van het kapitaal, opgericht onder de vorm van een coöperatieve vennootschap (*zie infra*).

Het ondernemingsfonds is een fonds dat als doel heeft door het participatiefonds beheerde middelen voor bij deze wet bepaalde doelstellingen in de onderneming te investeren. Het ondernemingsfonds heeft geen rechtspersoonlijkheid. Het moet beschouwd worden als een afzonderlijke rekening in hoofde van de onderneming.

TITRE II

**De la participation des travailleurs salariés
dans l'entreprise**CHAPITRE I^{er}**Des conditions et modalités de la participation
des travailleurs salariés dans l'entreprise**Section 1^{re}*Du plan de participation*

Toute entreprise peut instaurer un plan de participation (article 3). La réglementation élaborée ici n'exclut nullement les autres dispositions de la loi sur les sociétés commerciales (par exemple, l'article 52septies). C'est le conseil d'administration qui est compétent pour établir et modifier le plan de participation. Une confirmation du plan de participation par les statuts de l'entreprise semble généralement être une procédure trop compliquée. Habituellement, les entreprises n'aiment pas beaucoup modifier leurs statuts, en raison des frais de notaire, des publications, de la perte de temps, etc., que cela entraîne. Si le plan de participation prévoit l'acquisition d'actions d'une des sociétés de l'entreprise (le holding, par exemple), il faut que cette acquisition soit approuvée par l'assemblée générale de ladite société, pour éviter que, d'une manière ou d'une autre, les actions ne puissent pas être cédées (par exemple, dans le cadre de l'article 41, § 2, de la loi sur les sociétés commerciales).

Le conseil d'entreprise devra donner un avis ou — s'il n'y a pas de conseil d'entreprise — le comité pour la prévention et la protection, une délégation des travailleurs ou — en l'absence de ces organes — l'ensemble des travailleurs. Cet avis n'est pas impératif et doit être rendu dans un délai raisonnable. Si, dans une entreprise d'une certaine taille, il n'existe aucun organe officiel, les travailleurs pourront — pour des raisons pratiques — se faire représenter par une délégation *ad hoc*.

La proposition de loi organise un schéma de participation qui permettra à tous les travailleurs de s'associer, facultativement, à leur propre entreprise (par le biais d'un fonds de participation). Si l'on a prévu une ancienneté minimale (trois ans maximum), c'est pour éviter que le rythme de rotation plus élevé qui caractérise les travailleurs comptant peu d'années d'ancienneté ne contrarie le bon fonctionnement du fonds (une trop grande rotation du personnel peut entraîner des problèmes de liquidité pour le fonds). Le fonds de participation est alimenté par des apports personnels du travailleur (sous

TITEL II

Ondernemingsparticipatie

HOOFDSTUK I

**Voorwaarden en nadere regels
inzake ondernemingsparticipatie**

Afdeling 1

Het participatieplan

In iedere onderneming kan een participatieplan opgesteld worden (artikel 3). De hier uitgewerkte regeling sluit andere bepalingen van de handelsvennootschappenwet (e.g. artikel 52septies) geenszins uit. Het opstellen en wijzigen van het participatieplan behoort tot de bevoegdheden van de raad van bestuur. Een statutaire bekrachtiging van het participatieplan lijkt doorgaans een te omslachtige procedure. Ondernemingen houden doorgaans niet erg van statutenwijzigingen: notariële kosten, publicaties, tijdverlies, etc. Indien het participatieplan voorziet in het verwerven van aandelen van één van de vennootschappen van de ondernemingen (e.g. de holding), moet dit goedgekeurd worden door de algemene vergadering van deze vennootschap, om te vermijden dat de aandelen op een of andere manier niet zouden kunnen overgedragen worden (e.g. in het kader van artikel 41, § 2, van de handelsvennootschappenwet).

De ondernemingsraad dient een advies te geven of — indien er geen ondernemingsraad is — het comité voor preventie en bescherming, een werknemersafvaardiging of — bij gebrek aan deze organen — alle werknemers. Dit advies is niet bindend en dient binnen een redelijke termijn te worden uitgebracht. Indien in een grotere onderneming geen enkel officieel orgaan bestaat, kunnen de werknemers zich — om praktische redenen — laten vertegenwoordigen door een ad hoc samengestelde vertegenwoordiging.

Het wetsvoorstel organiseert een participatieschema waarbij alle werknemers facultatief in staat worden gesteld (via een participatiefonds) te participeren in de eigen onderneming. *Ratio legis* voor het bepalen van een minimumanciënniteit (maximum drie jaren) is dat typisch hogere personeelsverloop van werknemers met een beperkt aantal dienstjaren, de goede werking van het participatiefonds niet mag doorkruisen (te groot personeelsverloop kan liquiditeitsproblemen voor het participatiefonds veroorzaken). Het participatiefonds wordt gevoed door middel van persoonlijke inbrengen van de werkne-

forme de versements uniques ou périodiques), et/ou par des apports de l'entreprise [sous forme d'actions — ou de droits sur celles-ci (on peut ainsi introduire également les options) — de l'entreprise ou sous forme d'obligations à warrants de l'entreprise ou sous la forme de versements en numéraire] (articles 4 et 5). Le versement sous forme d'actions de l'entreprise au fonds de participation implique, soit une augmentation préalable du capital de l'entreprise avec émission d'actions nouvelles auxquelles l'entreprise souscrit elle-même, soit un rachat préalable de ses propres actions.

La réglementation proposée permet diverses formules de participation, telles qu'elles sont en usage dans d'autres États membres (Recommandation du 27 juillet 1992, II, 4; PEPPER II, p. 63 «dimension intracommunautaire»):

- épargne: montant versé par le travailleur;
- prime d'épargne: prime que l'entreprise place sur le compte d'épargne du travailleur (également en vue d'acquérir des actions de l'entreprise);
- participation en «capital étranger»: crédit accordé au travailleur par l'intermédiaire d'un fonds d'entreprise (surtout pour les P.M.E.);
- dans une mesure plus ou moins importante, les systèmes anglo-saxons, comme le système B.O.G.O.F. (*buy one get one free*), dans lequel, à l'achat d'une action, l'entreprise en offre une de plus; le système S.A.Y.E. (*save as you earn*), dans lequel le travailleur peut épargner chaque mois en vue de l'achat d'actions (options); le système E.S.O.P. (*employee share ownership plan*), dans lequel les travailleurs peuvent, par le biais d'un instrument de participation (*employee benefit trust*), acquérir, avec l'aide de l'entreprise, un nombre substantiel d'actions de celle-ci;

— ...

Pour pouvoir parler effectivement de participation des travailleurs, la grande majorité du personnel doit (pouvoir) participer. Les apports de l'entreprise et du travailleur varient de 0 franc à 100 000 francs par an, indépendamment de critères tels que la fonction, le grade ou l'ancienneté (on peut toutefois subordonner l'accès au plan de participation à une ancienneté de trois ans). L'énumération de ces critères n'est pas exhaustive. Aucune législation étrangère n'offre les mêmes garanties qu'un nombre aussi élevé que possible de travailleurs — et ce, quels que soient leur grade ou leur rémunération — puissent effectivement participer de la même manière. L'article 5, § 4, prévoit que les montants peuvent être doublés en cas d'E.B.O. (*employee buy out*). Les apports minimum

mer (in de vorm van eenmalige of periodieke stortingen), en/of door middel van inbrengen van de onderneming [in de vorm van aandelen — of de rechten hierop (op die manier kunnen ook opties geïntroduceerd worden) — van de onderneming of in de vorm van obligaties met warrants van de eigen onderneming of in de vorm van geldelijke stortingen] (artikelen 4 en 5). De storting onder de vorm van aandelen van de onderneming aan het participatiefonds impliceert ofwel een voorafgaande kapitaalverhoging van de onderneming met uitgifte van nieuwe aandelen waarop door de onderneming zelf wordt ingeschreven of een voorafgaande inkoop van eigen aandelen van de vennootschap.

De voorgestelde regeling maakt diverse vormen van participatie, zoals gebruikelijk in andere lidstaten, mogelijk. (Aanbeveling 27 juli 1992, II, 4; PEPPER II, blz. 63, «intracommunautaire dimensie»):

- spaargeld: bedrag dat de werknemer stort;
- spaarpremie: premie die de onderneming op de spaarrekening van de werknemer plaatst (eveneens met het oog op verwerven van aandelen van de onderneming);
- «vreemd kapitaal»-participatie: werknemerskrediet via ondernemingsfonds (voornamelijk voor KMO's);
- in min of meerdere mate, Angelsaksische stelsels, zoals BOGOF (*buy one get one free*), waarbij de onderneming een extra aandeel geeft bij aankoop van een aandeel, SAYE (*save as you earn*), waarbij maandelijks gespaard kan worden voor de aankoop van aandelen (opties), ESOP (*employee share ownership plan*), waarbij langs een participatievehikel (*employee benefit trust*) werknemers met steun van de onderneming een substantieel aantal aandelen van de onderneming verwerven;

— ...

Om van daadwerkelijke participatie van de werknemers te kunnen spreken, moet de grote meerderheid van het personeel (kunnen) deelnemen. De inbrengen van de onderneming en werknemer variëren van 0 frank tot 100 000 frank per jaar, ongeacht criteria zoals functie, graad of anciënniteit (voor deelname aan het participatieplan kan wel een anciënniteit van drie jaren gevraagd worden). Deze criteria zijn niet exhaustief opgesomd. Geen enkele buitenlandse wetgeving biedt dezelfde garanties dat wel degelijk zoveel mogelijk werknemers — ongeacht hun graad of bezoldiging — op dezelfde wijze kunnen participeren. Artikel 5, § 4, bepaalt dat de bedragen kunnen verdubbeld worden in geval van EBO (*employee buy out*). De minimale of maximale

ou maximum de l'entreprise et du travailleur ne sont donc pas exprimés en pour cent du salaire (brut) ou des résultats de l'entreprise. Tout travailleur, qu'il soit cadre ou ouvrier, doit pouvoir être associé de la même façon au devenir de l'entreprise. Quant à l'apport de l'entreprise, on peut le faire dépendre du résultat de celle-ci au cours de l'exercice concerné ou d'autres facteurs objectifs mesurant un ou plusieurs résultats de l'entreprise. Le résultat de l'entreprise ou les autres facteurs mesurables pourront, le cas échéant, être contrôlés par un réviseur.

Le plan de participation détermine le mode d'évolution des actions (ou les droits sur celles-ci) mises à la disposition du travailleur et du fonds de participation (article 5, § 7).

Les actions du fonds de participation acquises par le travailleur peuvent donner droit chaque année à des dividendes, du moins si l'assemblée générale des actionnaires décide, selon les règles ordinaires, d'en attribuer un. Ces dividendes peuvent être considérés comme un R.O.I. (*return on investment*) quasi immédiat des investissements réalisés par le travailleur (et l'entreprise). Ils peuvent également être réinvestis dans le plan de participation (article 5, § 8). Ces versements n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des limites fixées au § 2. Dès que des sommes se trouvent dans le fonds de participation, il paraît en effet préférable de les laisser suivre leur existence propre, de ne plus leur faire influencer le plan de participation lui-même. Cette technique semble offrir le plus de transparence pour éviter toutes les confusions entre l'exécution du plan de participation (= l'entreprise elle-même) et la gestion du fonds de participation (= personne morale distincte sous forme de société coopérative).

Il est à souligner que cette réglementation ne se substitue pas aux avantages salariaux qui pourraient exister et ne porte pas non plus atteinte, en quelque façon que ce soit, au principe de l'adaptation (automatique) des salaires à l'évolution des prix à la consommation (indice-santé) (article 5, § 9). L'avantage de la méthode est de ne pas toucher à la situation salariale existante et de permettre une instauration lente et progressive des systèmes de participation.

Le plan de participation ne peut être mis en œuvre que s'il a été satisfait — dans le cas des sociétés anonymes et des sociétés privées à responsabilité limitée — aux obligations prescrites par la loi sur les sociétés commerciales en ce qui concerne la formation d'un fonds de réserve.

L'article 52septies de la loi sur les sociétés commerciales ne prévoyant pas de procéder à une

ondernemings- en werknemersinbrengen worden dus niet uitgedrukt in een percentage van het (bruto)loon. Iedere werknemer, kaderlid of arbeider, moet op dezelfde manier bij het ondernemingsgebeuren betrokken kunnen worden. De inbreng van de onderneming kan afhankelijk gesteld worden van het ondernemingsresultaat van het desbetreffende boekjaar of van andere objectieve meetfactoren die één of meerdere resultaten van de onderneming meten. Het ondernemingsresultaat of de andere meetfactoren kunnen in voorkomend geval door een revisor gecontroleerd worden.

In het participatieplan wordt bepaald hoe aan de werknemer en aan het participatiefonds ter beschikking gestelde aandelen (of de rechten hierop) zullen gewaardeerd worden (artikel 5, § 7).

De door de werknemer verworven aandelen van het participatiefonds kunnen jaarlijks aanleiding geven tot dividend, voor zover de algemene vergadering van aandeelhouders — volgens de gewone regels van het spel — beslist dividend uit te keren. Die dividend kunnen beschouwd worden als vrijwel onmiddellijke ROI (*return on investment*) van de door de werknemer (en de onderneming) gedane investeringen. De dividend kunnen ook opnieuw in het participatieplan geherinvesteerd worden (artikel 5, § 8). Deze stortingen worden niet in aanmerking genomen voor de in § 2 gestelde limieten. Zodra gelden in het participatiefonds zijn, lijkt het immers best deze hun eigen leven te laten leiden en verder geen invloed meer te doen uitoefenen op het participatieplan zelf. Dit lijkt de meest transparante techniek om allerlei vermengingen te vermijden tussen de uitvoering van het participatieplan (= eigen onderneming) en het beheer van het participatiefonds (= afzonderlijke rechtspersoon onder de vorm van een coöperatieve vennootschap).

Er moet worden onderstreept dat deze regeling niet in de plaats komt van enige bestaande loonvoordelen, noch op enigerlei wijze het principe van (automatische) aanpassing van de lonen aan de evolutie van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) aantast (artikel 5, § 9). Het voordeel hiervan is dat de bestaande loonsituatie niet aangetast wordt en dat de invoering van participatiestelsels een langzame, geleidelijke start neemt.

Het participatieplan kan enkel ten uitvoer gelegd worden indien — voor naamloze vennootschappen en besloten vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid — voldaan werd aan de verplichtingen inzake de vorming van een reservefonds, zoals voorgeschreven door de handelsvennootschappenwet.

Aangezien artikel 52septies van de vennootschapswet niet de mogelijkheid insluit over te gaan tot een

augmentation de capital pour créer un fonds de participation au sens de la présente proposition, l'article 7, § 6, de celle-ci en institue la possibilité.

Section 2

Du fonds de participation

Le fonds de participation est créé sous la forme d'une société coopérative (*cf.* article 2, 4^o, et article 8, § 1^{er}). Tous les apports sont considérés comme des versements dans le capital de la société coopérative. La société coopérative distribue aux travailleurs un nombre d'actions proportionnel aux apports qui ont été effectués en leur faveur. Il paraît superflu de continuer à soumettre l'émission des actions du Fonds de participation au contrôle de la Commission bancaire et financière.

Le Fonds de participation investit uniquement dans l'entreprise et elle n'investit donc pas dans d'autres valeurs mobilières. Les investissements effectués doivent servir à assurer la continuité de l'entreprise. La présente proposition de loi vise en effet à réaliser une participation structurelle des travailleurs dans leur entreprise et non pas à accroître arbitrairement le patrimoine de celle-ci par l'entremise d'un fonds de placement. Il paraît néanmoins souhaitable qu'on ne donne pas, aux mots «investir dans sa propre entreprise», le sens exclusif d'«investir dans des actions de l'entreprise (ou dans les droits qui s'y rattachent)». Le patrimoine de quasi toutes les entreprises est composé de fonds propres et de fonds de tiers. C'est pourquoi l'Allemagne et la France, entre autres, encouragent également la participation des travailleurs à des fonds de tiers. Celle-ci prend concrètement la forme d'un crédit consenti par les travailleurs. Cette forme de participation au capital est souvent utile aux P.M.E., étant donné qu'elles n'ont pas d'actions à distribuer à leurs collaborateurs. En attendant de pouvoir investir dans le capital de l'entreprise (par exemple, à l'occasion d'une augmentation de capital), le fonds pourra procéder, pendant une période de trois ans au plus, à d'autres formes de placement. Celles-ci doivent être mentionnées dans le plan de participation.

Il paraît souhaitable, pour prévenir l'apparition de toutes sortes de dénominations non contrôlées, pour que les gens puissent se familiariser plus rapidement avec la législation sur la participation des travailleurs et pour que les entreprises concernées puissent avoir rapidement un statut précis, d'imposer l'insertion des mots «fonds de placement» dans la dénomination. Pour le reste, il y a lieu d'appliquer le principe «un associé, une voix».

kapitaalverhoging voor een participatiefonds zoals in deze wet voorzien, wordt dit mogelijk gemaakt door artikel 7, § 6.

Afdeling 2

Het participatiefonds

Het participatiefonds wordt opgericht onder de vorm van een coöperatieve vennootschap (zie artikel 2, 4^o en artikel 8, § 1). Alle inbrengen worden beschouwd als stortingen in het kapitaal van de coöperatieve vennootschap. De werknemers ontvangen aandelen van de coöperatieve vennootschap *a rato* van de te hunnen gunste gestorte inbrengen. Het lijkt onnodig de uitgifte van aandelen van het participatiefonds verder te onderwerpen aan de controle van de Commissie voor het Bank- en Financieezweten.

Het participatiefonds belegt enkel in de eigen onderneming, niet in andere roerende waarden. De beleggingen moeten betrekking hebben op de continuïteit van de onderneming. De bedoeling van dit voorstel is immers om structurele participatie van de werknemers in hun eigen bedrijf te bewerkstelligen, niet om via een of ander beleggingsfonds willekeurig vermogen op te bouwen. Het lijkt echter wenselijk «beleggen in de eigen onderneming» niet uitsluitend te begrijpen als investeren in aandelen (of de rechten hierop) van de onderneming. Het vermogen van quasi elke onderneming is opgebouwd uit eigen en uit vreemd vermogen. In die zin ondersteunt onder meer Duitsland, evenals Frankrijk, ook participatie in vreemd vermogen vanwege de medewerkers. In de praktijk gaat het dan om medewerkerskrediet. Deze vorm van kapitaalsparticipatie is veelal nuttig voor KMO's, die geen aandelen ter beschikking hebben voor de medewerkers. In afwachting van het beleggen in het kapitaal van de onderneming (e.g. in afwachting van een kapitaalverhoging) kan alternatief belegd worden gedurende een periode van maximaal drie jaren. De alternatieve beleggingsvormen moeten in het participatieplan aangegeven worden.

Teneinde geen wildgroei in allerlei benamingen te doen ontstaan, tot een vluggere bekendheid van deze participatiewetgeving te komen en snel te komen tot een duidelijk statuut van deze ondernemingen, lijkt het best de vermelding participatiefonds in/bij de naam te verplichten. Verder geldt het principe «één vennoot, één stem».

En optant pour la forme de la société coopérative, l'on part du principe que ladite société conservera en permanence le capital minimum. Il faudra en tenir compte au moment du paiement des actions.

Pour prévenir toute confusion d'intérêt, l'on a prévu que les membres qui exercent un mandat au sein du conseil d'entreprise, de la délégation syndicale, du comité de prévention et de protection ou d'un des autres organes représentatifs du personnel des entreprises visées à l'article 2, 1^o, ne pourront pas être nommés à une fonction d'administrateur.

Le plan de participation (article 7, § 3) règle l'affectation des fonds du fonds d'entreprise (et l'appréciation des placements). Les fondés de pouvoir en appliquent les dispositions (article 8, § 3).

Pour garantir la continuité du système, l'on a prévu dans le plan de participation une période de blocage de cinq ans, de manière que les travailleurs ne puissent pas décider d'un jour à l'autre de céder leurs actions (article 9). Cette période de blocage ne peut être réduite à trois ans que dans les circonstances exceptionnelles — licenciement, départ à la retraite, décès et invalidité — qui sont indiquées à cet article.

Section 3

De la participation structurelle

L'article 10 règle la participation structurelle des travailleurs dans leur entreprise, qui constitue en définitive l'objectif de la proposition de loi. Par analogie avec ce que prévoit la loi française du 25 juillet 1994, l'article 10 prend les précautions nécessaires pour que le conseil d'administration ne puisse pas être utilisé abusivement comme un conseil d'entreprise.

Section 4

De l'information

Il est capital que les travailleurs soient informés (au moment de leur engagement ou au moment de la conclusion du plan de participation) des possibilités qu'offre un plan de participation et des conditions qui y sont définies. Il faut que le système soit transparent aussi pour les travailleurs (article 11).

Section 5

Dispositions fiscales

Les articles 12 et 13 définissent les règles fiscales.

Door de vorm van coöperatieve vennootschap voorop te stellen, wordt ook vooropgesteld dat steeds het minimum kapitaal aanwezig is. Hiermee moet rekening gehouden worden bij uitbetaling van aandelen.

Om belangenvermenging te voorkomen kunnen leden die een mandaat uitoefenen in de ondernemingsraad, syndicale delegatie, comité voor preventie en bescherming of een andere personeelsvertegenwoordiging van de in artikel 2, 1^o, bepaalde onderneming, niet als bestuurder gekozen worden.

De besteding van de gelden van het ondernemingsfonds (en de beoordeling van de bestedingen) wordt geregeld in het participatieplan (artikel 7, § 3). De gevolmachtigden voeren uit waarin het plan voorziet (artikel 8, § 3).

Om de continuïteit van het systeem te garanderen, kunnen de werknemers niet van dag op dag beslissen hun aandelen te vervreemden (artikel 9). Slechts in limitatief opgesomde uitzonderlijke omstandigheden — afdanking, pensionering, overlijden en invaliditeit — kan de blokkeringstermijn van vijf jaren in het participatieplan worden teruggebracht tot drie jaren.

Afdeling 3

Structurele participatie

Artikel 10 regelt de structurele participatie van de werknemers in hun onderneming. Dit is immers de uiteindelijke doelstelling van dit voorstel. In de geest van de Franse wetgever van 25 juli 1994, worden de nodige voorzorgen genomen opdat de raad van bestuur niet misbruikt zou worden als ondernemingsraad.

Afdeling 4

Informatie

Het is van cruciaal belang de werknemers (bij indiensttreding of bij het afsluiten van het participatieplan) te informeren over de mogelijkheden en voorwaarden van een participatieplan. Het systeem moet ook ten aanzien van de werknemers transparant zijn (artikel 11).

Afdeling 5

Fiscale bepalingen

Artikelen 12 en 13 bepalen de fiscale spelregels.

Puisque le régime de participation dans l'entreprise est basé sur un système de placement collectif effectué par les travailleurs, il faut doter le fonds de participation d'un statut fiscal neutre, analogue à celui des sociétés de placement. C'est pourquoi la société coopérative qui agira en tant que fonds de participation ne sera pas imposée sur l'ensemble de ses bénéfices, mais seulement sur le total de ses dépenses rejetées, autres que les moins-values et les réductions de valeur d'actions et les intérêts visés à l'article 198, 10°, du C.I.R. 92.

Afin d'éviter les transferts abusifs de bénéfices, elle sera également imposée sur les avantages anormaux ou bénévoles au sens de l'article 26 du Code des impôts sur les revenus 92. C'est ce que prévoit l'article 12.

L'article 13, 1°, classe parmi les revenus mobiliers exonérés les dividendes d'actions du fonds de participation qui sont immédiatement réinvestis dans celui-ci.

L'article 13, 2°, prévoit que l'acquisition (à titre gratuit) par le travailleur d'actions d'un fonds de participation n'est pas considérée comme une rémunération dans son chef.

L'article 13, 3° et 4°, classe les capitaux reçus par le travailleur (à l'exception des plus-values) suite à la cession ou à la réalisation des actions du fonds de participation parmi les revenus divers visés à l'article 90 du C.I.R. 92.

L'article 13, 5° et 6°, définit le statut fiscal des apports des travailleurs et de l'entreprise. L'apport du travailleur constitue une affectation qui donne droit à une réduction d'impôt sur la base du taux moyen spécial visé à l'article 145/2 du C.I.R. 92. Les dividendes que le travailleur reçoit du fonds de participation et qu'il réinvestit immédiatement dans ce fonds ne donnent pas droit à une réduction d'impôt. Les apports de l'entreprise constituent des frais professionnels déductibles.

Les capitaux (c'est-à-dire le montant nominal des apports des travailleurs et de l'entreprise, mais pas les plus-values réalisées au cours des ans) qui sont finalement versés au travailleur sont imposables aux taux distincts visés à l'article 171 du C.I.R. 92. Les capitaux sont imposés au taux de 16,5 % s'ils sont liquidés à l'occasion de la mise à la retraite à la date normale ou de la mise à la pension au cours d'une des cinq années qui précèdent la date normale. Si les capitaux sont liquidés avant la mise à la pension, ils seront imposés au taux de 33 %. Tel est l'objet de l'article 13, 7°.

Aangezien het stelsel van ondernemingsparticipatie gebaseerd is op een systeem van collectieve belegging door de werknemers, is het nodig het participatiefonds een fiscaal neutraal statuut te verlenen, analoog met dat van de beleggingsvennootschappen. Vandaar dat de als participatiefonds optredende CV niet belastbaar zal zijn op haar volledige winst, doch enkel op het totaal van haar verworpen uitgaven, andere dan minderwaarden en waardeverminderingen op aandelen en intresten bedoeld in artikel 198, 10°, WIB 92.

Teneinde oneigenlijk gebruik door winstverschuivingen tegen te gaan zullen zij eveneens belast worden op ontvangen abnormale en goedgunstige voordelen in de zin van artikel 26 van het Wetboek van Inkomstenbelastingen 1992. Dit is het voorwerp van artikel 12.

Artikel 13, 1°, rangschikt onder de vrijgestelde roerende inkomsten de dividenden die voortvloeien uit aandelen van het participatiefonds en die onmiddellijk terug in het participatiefonds geïnvesteerd worden.

Artikel 13, 2°, expliciteert dat het verkrijgen (om niet) van aandelen van een participatiefonds door de werknemer niet als bezoldiging wordt beschouwd in hoofde van de werknemer.

Artikel 13, 3° en 4°, rangschikt de door de werknemer ontvangen kapitalen (met uitsluiting van de meerwaarden) als gevolg van de overdracht of realisatie van de aandelen van het participatiefonds onder de diverse inkomsten vermeld in artikel 90 WIB 92.

Artikel 13, 5° en 6°, regelt de fiscale behandeling van de werknemers- en ondernemingsinbrengen. In hoofde van de werknemer gaat het om een besteding die recht geeft op een belastingvermindering op basis van de bijzondere gemiddelde aanslagvoet vermeld in artikel 145/2 WIB 92. Dividenden die de werknemer uit het participatiefonds ontvangt en die onmiddellijk in dat fonds worden geherinvesteerd, geven geen recht op belastingvermindering. In hoofde van de onderneming gaat het om een aftrekbare beroepskost.

De kapitalen (het nominale bedrag van werknemers- en ondernemingsinbrengen, niet de in de loop der jaren gerealiseerde meerwaarden) die uiteindelijk aan de werknemer worden betaald, zijn onderworpen aan de afzonderlijke aanslagen vermeld in artikel 171 WIB 92. De kapitalen worden onderworpen aan een tarief van 16,5 % op voorwaarde dat zij uitgekeerd worden naar aanleiding van de pensionering op de normale datum of vervroegde pensionering in een van de vijf jaren die de normale datum voorafgaan. In geval van uitkering voor de pensionering zal een tarief van 33 % van toepassing zijn. Dit alles is het voorwerp van artikel 13, 7°.

En vertu de l'article 186 du C.I.R. 92, la moins-value réalisée par l'entreprise en cas de cession d'actions à titre gratuit est déductible fiscalement. D'autre part, en vertu de ce même article 186 du C.I.R. 92, la différence entre le prix de vente des actions au fonds de participation et le prix d'acquisition des actions par l'entreprise (en cas d'acquisition par l'entreprise de ses propres actions) est considérée comme un dividende et, donc, comme un bénéfice imposable. Telle n'est pas l'intention. L'apport de l'entreprise, sous quelque forme que ce soit, doit être déductible fiscalement, mais ne peut évidemment, par ailleurs, être imposé. L'article 13, 8^o, prévoit que la différence entre le prix de vente et le prix d'acquisition ne peut pas être considérée comme un dividende, ni donc non plus comme un bénéfice imposable.

Section 6

Dispositions de droit social

L'article 14 règle les dispositions de droit social. Il est essentiel de savoir si la participation dans l'entreprise constitue une rémunération ou non pour pouvoir définir le statut à attribuer, en droit social, au transfert de patrimoine de l'entreprise aux travailleurs.

Jusqu'à quel point peut-on encourager un transfert de patrimoine par des mesures de droit social, comme l'instauration d'un plan de participation financière?

La rémunération forme la contrepartie du travail qui est accompli en exécution d'un contrat de travail et dans le cadre d'un lien de subordination. La rémunération peut être exprimée en espèces. La participation est une transaction qui «transcende» le lien de subordination. Elle découle de la consécration d'un principe d'équivalence réciproque. Elle remet en question le modèle de subordination qui existe entre l'employeur et le travailleur. Une participation structurelle et une participation au capital ne sont pas nécessairement appréciables en espèces.

La rémunération d'un travail individuel doit être équitable, fixe et soumise au principe de solidarité, en ce sens qu'elle doit générer une contribution à la collectivité sous la forme d'impôts et une contribution, sous la forme d'une cotisation, à l'O.N.S.S., pour les jours où aucun travail productif n'est accompli. La participation dans l'entreprise n'est pas la rémunération fixe et/ou variable individualisée d'un travail individuel.

Dès lors, les transferts de patrimoine en application d'un plan de participation ne peuvent pas donner lieu au paiement de cotisations de sécurité sociale.

De in hoofde van de onderneming gerealiseerde minderwaarde ingeval van de overdracht van aandelen om niet, is ingevolge artikel 186 WIB 92 fiscaal aftrekbaar. Anderzijds wordt ingevolge artikel 186 WIB 92 het verschil tussen verkoopprijs van aandelen aan het participatiefonds en aanschaffingsprijs van de aandelen door de onderneming (bij verwerving van eigen aandelen door de onderneming) als dividend en derhalve als belastbare winst beschouwd. Zulks is niet de bedoeling. De inbreng van de onderneming — in welke vorm ook — moet fiscaal aftrekbaar zijn maar kan anderzijds uiteraard niet belast worden. Artikel 13, 8^o, specificiert dat het verschil tussen verkoopprijs en aanschaffingsprijs niet als dividend en bijgevolg niet als belastbare winst kan beschouwd worden.

Afdeling 6

Sociaalrechtelijke bepalingen

Artikel 14 regelt de sociaalrechtelijke gevolgen. De discussie «ondernemingsparticipatie : loon of geen loon» is van wezenlijk belang inzake de sociaalrechtelijke behandeling van de vermogensoverdracht tussen onderneming en werknemers.

Binnen welke grenzen kan een vermogensoverdracht door middel van financiering de participatie sociaal-rechtelijk gestimuleerd worden?

Loon is de tegenprestatie van arbeid, die ter uitvoering van een arbeidsovereenkomst verricht wordt en voortvloeit uit een band van ondergeschiktheid. Loon is in geld waardeerbaar. Participatie is de transactie die deze ondergeschiktheid overschrijdt. Ze vloeit voort uit een wederzijds bevestigen van gelijkwaardigheid. Participatie stelt het paradigma van ondergeschiktheid tussen werkgever en werknemer in vraag. Structurele en kapitaalsparticipatie is niet (vanzelfsprekend) in geld waardeerbaar.

Loon voor individueel gepresteerde arbeid moet rechtvaardig zijn, niet variabel en solidair, dat wil zeggen bijdrage aan de gemeenschap door belastingen, bijdrage voor niet-productieve (werk)dagen door RSZ. Ondernemingsparticipatie is geen individueel overeengekomen vast en/of flexibel loon voor individueel gepresteerde arbeid.

Vermogensoverdrachten door middel van participatie kan dan ook niet onderworpen worden aan RSZ-bijdragen.

Il est pourtant nécessaire aussi de définir les limites autorisées de la participation dans l'entreprise au regard du régime de sécurité sociale. En effet, il y a lieu, dans tout ordre juridique, de tracer des limites, pour que l'on puisse et respecter le principe du paiement d'une rémunération fixe et individuelle équitable et assurer la sauvegarde du régime de sécurité sociale, dont on ne peut pas saper la base de financement. Seule la participation structurelle du travailleur au patrimoine de l'entreprise pendant une période assez longue et dans les limites définies à l'article 5 ne donne pas lieu au paiement de cotisations sociales. Des cotisations de sécurité sociale doivent dès lors être payées par le travailleur sur les actions du fonds de participation qu'il aura aliénées ou cédées avant la fin de la période de blocage fixée à l'article 9.

Section 7

Dispositions concernant le droit des sociétés

Comme les articles 52*bis* et 52*ter* des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ne prévoient pas la possibilité, pour la société, d'acquérir des actions ni d'accorder des crédits au profit d'un fonds de participation au sens de la loi proposée, il y a lieu de les compléter de manière à l'y inscrire (article 15).

CHAPITRE II

Du contrôle et des dispositions pénales

Les articles 16 à 22 concernent le contrôle, l'aspect pénal, la responsabilité civile, la prescription et les sanctions administratives.

CHAPITRE III

Dispositions en matière de compétence

L'article 23 dispose que le tribunal de commerce est compétent.

Toch moeten ook in het kader van de sociale zekerheid de grenzen van ondernemingsparticipatie afgebakend worden. Het is immers noodzakelijk dat binnen een georganiseerd rechtsstelsel grenzen gelegd worden én ter bescherming van de betaling van een rechtvaardig individueel en vast loon én ter bescherming van het sociaal-zekerheidsstelsel, waarvan de financieringsbasis niet mag ondergraven worden. Enkel structurele participatie waarbij de werknemer gedurende langere periode participeert in het vermogen van de onderneming, valt — binnen de grenzen zoals bepaald in artikel 5 — buiten het domein van de sociale bijdragen. Op aandelen van het participatiefonds die vóór het beëindigen van de in artikel 9 vermelde blokkeringsperiode door de werknemer worden vervreemd of overgedragen worden, moeten dan ook RSZ-bijdragen betaald worden.

Afdeling 7

Vennootschapsrechtelijke bepalingen

Aangezien de artikelen 52*bis* en *ter* Venn. W. niet toelaten dat de vennootschap aandelen inkoopt of kredieten toestaat voor een participatiefonds, zoals bepaald in deze wet, is het nodig in een kleine aanvulling te voorzien voor deze artikelen (artikel 15).

HOOFDSTUK II

Toezicht en strafbepalingen

De artikelen 16 tot en met 22 regelen het toezicht, de strafbepalingen, de burgerrechtelijke aansprakelijkheid, de verjaring en de administratieve sancties.

HOOFDSTUK III

Bevoegdheidsbepalingen

Artikel 23 bepaalt dat de rechtbank van koophandel bevoegd is.

Présentation schématique de la législation

Schematische voorstelling van de wetgeving

Banque

—
Bank

Entreprise

—
*Onderneming*Actionnaire
(Bourse)—
Aandeelhouder
(*Beurs*)Fonds de participation
Société coopérative—
Participatiefonds
CV

Fonds d'entreprise

—
Ondernemingsfonds

Travailleurs

—
Werknemers

1. Apport de l'entreprise/dividende des actions de capital/intérêt versé par le fonds d'entreprise au fonds de participation.

2. Apport des travailleurs au fonds de participation.

3. Crédit que la banque accorde au fonds de participation.

4. Achat, par le fonds de participation, d'actions de capital, en bourse/auprès d'actionnaires.

5. Augmentation du capital de l'entreprise au profit du fonds de participation.

6. Placement du fonds de participation dans le fonds d'entreprise.

7. Paiement du fonds d'entreprise au fonds de participation.

8. Paiement du fonds de participation aux travailleurs, au plus tôt au terme de la période de blocage de 5 (3) ans.

9. Octroi, à l'entreprise, par le fonds d'entreprise, d'un crédit financé par les travailleurs.

10. Remboursement à la banque du crédit accordé au fonds de participation.

1. Ondernemingsinbreng/dividend op kapitaal-aandelen/interest ondernemingsfonds aan participatiefonds.

2. Werknemersinbreng aan participatiefonds.

3. Krediet van bank aan participatiefonds.

4. Aankoop kapitaal-aandelen door participatiefonds op beurs/bij aandeelhouders.

5. Kapitaalverhoging van onderneming ten voordele van het participatiefonds.

6. Belegging van het participatiefonds in het ondernemingsfonds.

7. Betaling uit ondernemingsfonds aan participatiefonds.

8. Uitbetaling door participatiefonds aan werknemers ten vroegste ná blokkeringsperiode van 5 (3) jaren.

9. Ondernemingsfonds als werknemerskrediet aan de onderneming.

10. Terugbetaling van het krediet van het participatiefonds aan bank.

Leo DELCROIX.

*
* **
* *

PROPOSITION DE LOI**TITRE I^{er}****Définitions et champ d'application****Article premier**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution, à l'exception de son article 23, qui règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1^o entreprise: toute société, toute institution, tout établissement ou toute association qui est assujéti à l'impôt des sociétés en vertu du titre III, chapitre I^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, et toute société qui, au sens de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, est considérée comme une filiale ou une société-mère de ces sociétés, institutions, établissements ou associations;

2^o travailleur: toute personne qui se trouve dans les liens d'un contrat de travail conclu avec une entreprise au sens du 1^o;

3^o lois sur les sociétés commerciales: les lois relatives aux sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935;

4^o fonds de participation: la société coopérative créée dans le but de promouvoir la participation financière des travailleurs dans leur entreprise; ce fonds est chargé de gérer et de placer les apports effectués par les travailleurs et par l'entreprise en vertu des dispositions de la présente loi;

5^o plan de participation: le plan élaboré par le conseil d'administration de l'entreprise et contenant, conformément aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, toutes les modalités spécifiques de mise en œuvre de la participation des travailleurs dans l'entreprise. Le plan de participation est établi par écrit et il vaut pour une durée de cinq ans au moins.

Lorsque le plan de participation prévoira une faculté de choix individuel, le conseil d'administra-

WETSVOORSTEL**TITEL I****Definities en toepassingsfeer****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, met uitzondering van artikel 23 dat een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1^o onderneming: iedere vennootschap, instelling, inrichting of vereniging die krachtens titel III, hoofdstuk I van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 onderworpen is aan de vennootschapsbelasting, alsmede iedere vennootschap welke, in de zin van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, geacht wordt een (klein) dochter of (groot)moederonderneming te zijn van voormelde vennootschap, instelling, inrichting of vereniging;

2^o werknemer: ieder persoon die door een arbeidsovereenkomst verbonden is met de onderneming zoals die in het 1^o gedefinieerd wordt;

3^o handelsvennootschappenwet: de wetten betreffende de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935.

4^o participatiefonds: de coöperatieve vennootschap opgericht met de bedoeling de financiële participatie van de werknemers in de onderneming waarin zij tewerkgesteld zijn te bevorderen; dit fonds wordt ermee belast alle werknemers- en ondernemingsinbrengen die krachtens deze wet gestort worden ten gunste van de werknemers te beheren en te beleggen;

5^o participatieplan: plan opgemaakt door de raad van bestuur van de onderneming waarin volgens de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten alle specifieke nadere regels inzake de toepassing van de ondernemingsparticipatie geregeld worden. Het participatieplan wordt schriftelijk vastgesteld en geldt voor ten minste vijf jaren.

Indien het participatieplan een individuele keuze mogelijk maakt dan zal per werknemer, die hiervan

tion établira une annexe individuelle au plan de participation pour chaque travailleur qui aura fait usage de cette faculté, et ce, uniquement pour ce qui est des dispositions qui dérogeront au plan de participation défini au premier alinéa;

6^o fonds d'entreprise: le fonds ayant pour mission d'investir, au sein de l'entreprise, les sommes gérées par le fonds de participation en vue de la réalisation des objectifs définis par la présente.

TITRE II

De la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise

CHAPITRE PREMIER

Des conditions et modalités de la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise

Section première

Du plan de participation

Art. 3

§ 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de la loi sur les sociétés commerciales, un plan de participation peut être instauré dans toute entreprise, après avis du conseil d'entreprise. Si le plan de participation prévoit l'acquisition d'actions d'une des sociétés de l'entreprise, l'approbation de l'assemblée générale de la société en question est requise.

§ 2. En l'absence d'un conseil d'entreprise, le comité pour la prévention et la protection rendra un avis; en l'absence d'un tel comité, la délégation des travailleurs rendra un avis. L'avis de tous les travailleurs est requis.

Art. 4

Tous les travailleurs doivent avoir accès au plan de participation. Une ancienneté minimale ne dépassant pas trois ans peut toutefois être exigée. Le travailleur décide lui-même de participer ou non.

gebruik maakt, en enkel voor die bepalingen die afwijken van het in het eerste lid gedefinieerde participatieplan, een individuele bijlage bij het participatieplan opgesteld worden;

6^o ondernemingsfonds: ieder fonds dat tot doel heeft door het participatiefonds beheerde middelen voor bij deze wet bepaalde doelstellingen in de onderneming te investeren.

TITEL II

Ondernemingsparticipatie

HOOFDSTUK I

Voorwaarden en nadere regels inzake ondernemingsparticipatie

Afdeling 1

Het participatieplan

Art. 3

§ 1. In iedere onderneming kan — na advies van de ondernemingsraad — een participatieplan ingevoerd worden, onverminderd de bepalingen van de handelsvennootschappenwet. Indien het participatieplan voorziet in het verwerven van aandelen van één van de vennootschappen van de onderneming, dan moet dit goedgekeurd worden door de algemene vergadering van de betrokken vennootschap.

§ 2. Bij ontstentenis van een ondernemingsraad dient het comité voor preventie en bescherming advies te verlenen; indien dit ontbreekt moet de werknemersafvaardiging advies verlenen. Bij ontstentenis van het voorgaande is het advies van alle werknemers noodzakelijk.

Art. 4

Aan alle werknemers moet de mogelijkheid geboden worden aan het participatieplan deel te nemen. Er kan echter wel een minimum anciënniteit van hoogstens drie jaren vereist worden. De werknemer beslist zelf al dan niet te participeren.

Art. 5

§ 1^{er}. Dans le cadre du plan de participation, on peut convenir de diverses formules de participation en vertu desquelles soit l'entreprise, soit le travailleur, soit l'entreprise et le travailleur, versent des contributions au fonds de participation.

§ 2. L'apport personnel du travailleur consiste en versements uniques ou périodiques. L'apport total du travailleur s'élève à 10 000 francs au moins et à 100 000 francs au plus par an. Le travailleur ne peut être tenu d'apporter plus de 100 000 francs par an.

§ 3. L'apport de l'entreprise consiste en versements en numéraire et/ou en actions — ou en droits sur celles-ci — de l'entreprise. L'apport de l'entreprise dans le plan de participation peut être subordonné au résultat de celle-ci au cours de l'exercice concerné ou d'autres facteurs objectifs mesurant un ou plusieurs résultats de l'entreprise. L'apport de l'entreprise ne peut dépasser 100 000 francs par travailleur et par an.

§ 4. Lorsqu'il est convenu dans le plan de participation de faire acquérir par le fonds de participation 25 % au moins des actions de l'entreprise dans un délai ne dépassant pas dix ans, les montants mentionnés aux §§ 2 et 3 peuvent être doublés.

§ 5. Le plan de participation ne peut prévoir aucune distinction en fonction de la rémunération, du grade ou de l'ancienneté du travailleur, sans préjudice des dispositions de l'article 4.

§ 6. Le 1^{er} janvier de chaque année suivant celle de l'entrée en vigueur de la présente loi, les montants mentionnés au présent article sont adaptés à l'évolution de l'indice-santé.

§ 7. Le plan de participation détermine le mode d'évaluation des actions de l'entreprise mises à la disposition du fonds de participation et des actions mises à la disposition du travailleur par le fonds de participation.

§ 8. À la demande écrite du travailleur, le dividende afférent à sa part du fonds de participation peut être versé au fonds de participation au titre d'apport personnel du travailleur. Il n'est pas tenu compte de ce versement pour le calcul des limites prévues au § 2.

§ 9. Les apports versés par le travailleur et l'entreprise dans le cadre de la présente loi ne

Art. 5

§ 1. Binnen het participatieplan kunnen diverse vormen van participatie overeengekomen worden, waarbij ofwel de onderneming, ofwel de werknemer, ofwel de onderneming én werknemer, middelen storten in het participatiefonds.

§ 2. De persoonlijke inbreng van de werknemer bestaat uit eenmalige of periodieke stortingen zijnentwege. De totale inbreng van de werknemer bedraagt ten minste 10 000 frank en ten hoogste 100 000 frank per jaar. De werknemer kan niet verplicht worden meer dan 10 000 frank per jaar in te brengen.

§ 3. De ondernemingsinbreng bestaat uit stortingen in geld en/of aandelen — of de rechten hierop — van de onderneming. De ondernemingsinbreng kan in het participatieplan afhankelijk gesteld worden van het ondernemingsresultaat van het desbetreffende boekjaar of van andere objectieve meetfactoren die één of meer resultaten van de onderneming meten. De inbreng van de onderneming bedraagt ten hoogste 100 000 frank per werknemer per jaar.

§ 4. Wanneer in het participatieplan overeengekomen wordt 25 % of meer van de aandelen van de onderneming binnen een periode van ten hoogste 10 jaren door het participatiefonds te laten verwerven, kunnen de in de §§ 2 en 3 vermelde bedragen verdubbeld worden.

§ 5. Het participatieplan mag in geen differentiatie voorzien in functie van de bezoldiging, graad of anciënniteit van de werknemer, onverminderd hetgeen in artikel 4 bepaald wordt.

§ 6. De in dit artikel vermelde bedragen worden op 1 januari van ieder jaar volgend op het jaar van inwerkingtreding van deze wet aangepast volgens de evolutie van de gezondheidsindex.

§ 7. In het participatieplan wordt bepaald op welke wijze aan het participatiefonds ter beschikking gestelde aandelen van de onderneming alsmede door het participatiefonds aan de werknemer ter beschikking gestelde aandelen van de onderneming zullen gewaardeerd worden.

§ 8. Op schriftelijk verzoek van de werknemer kan het uit het aandeel van het participatiefonds voortvloeiende dividend als persoonlijke inbreng van de werknemer in het participatiefonds gestort worden. Deze storting wordt niet in aanmerking genomen voor de in § 2 bepaalde limieten.

§ 9. De inbrengen die de werknemer en de onderneming in het kader van deze wet storten, mogen

peuvent être substitués à aucune composante salariale, ni à l'adaptation des salaires à l'évolution de l'indice-santé.

Art. 6

Le plan de participation ne peut s'appliquer que s'il a été satisfait aux obligations prévues aux articles 77 et 137 de la loi sur les sociétés commerciales en ce qui concerne la formation d'un fonds de réserve.

Section 2

Du fonds de participation

Art. 7

§ 1^{er}. Les apports visés dans la section précédente accompagnés des calculs et des commentaires nécessaires, sont transférés au fonds de participation par l'entreprise. Celle-ci remet les calculs et les commentaires en double exemplaire au conseil d'entreprise ou, à défaut, à l'organisme visé à l'article 3, § 2. Dans le cadre de l'annexe individuelle au plan de participation, l'entreprise remet les calculs et les commentaires en double exemplaire à chaque travailleur.

§ 2. Le travailleur reçoit un nombre d'actions du fonds de participation qui est proportionnel aux apports qui y ont été versés en sa faveur. L'émission des actions du fonds de participation n'est pas soumise au contrôle de la Commission bancaire et financière.

§ 3. Les apports ne peuvent être placés qu'au seul bénéfice de l'entreprise et ce, sous les formes suivantes:

1^o actions — ou droits attachés à celles-ci — ou obligations warrantées de l'entreprise;

2^o versement effectué dans un fonds d'entreprise à gestion séparée dont l'objet est d'octroyer à l'entreprise du crédit, sous une forme quelconque, et ce, à l'une des fins suivantes qui doivent être définies en détail dans le plan de participation:

— fonds de liquidité pour l'entreprise en remplacement d'un crédit;

— fonds d'investissement productif pour le remplacement/l'acquisition d'outils de production;

— fonds de formation pour les formations aux fonctions vulnérables en vue de la sauvegarde des postes de travail.

niet in de plaats komen van enige bestaande looncomponent, noch van de aanpassing van de lonen aan de evolutie van de gezondheidsindex.

Art. 6

Het participatieplan kan enkel uitvoering vinden indien voldaan werd aan de verplichtingen inzake de vorming van een reservefonds, als bepaald in de artikelen 77 en 137 van de handelsvennootschappenwet.

Afdeling 2

Het participatiefonds

Art. 7

§ 1. De inbrengen waarvan sprake in de vorige afdeling worden met de nodige berekeningen en toelichtingen van de onderneming aan het participatiefonds overgemaakt. De berekeningen en toelichtingen worden door de onderneming in dubbel overgezonden aan de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, aan het orgaan bedoeld in artikel 3, § 2. Voor wat de individuele bijlage bij het participatieplan betreft, worden de berekeningen en toelichtingen door de onderneming in dubbel aan de individuele werknemer bezorgd.

§ 2. De werknemer ontvangt aandelen van het participatiefonds *a rato* van de inbrengen die te zijnen gunste gestort werden. De uitgifte van aandelen van het participatiefonds is niet onderworpen aan de controle van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

§ 3. De inbrengen kunnen uitsluitend belegd worden ten voordele van de eigen onderneming, namelijk:

1^o aandelen — of de rechten hierop — of obligaties met warrants van de eigen onderneming;

2^o storting in een afzonderlijk beheerd ondernemingsfonds, dat tot doel heeft krediet, onder welke vorm ook, te verlenen aan de onderneming, met een van de volgende, in het participatieplan nader te omschrijven doelstellingen:

— liquiditeitsfonds voor de onderneming ter vervanging van een krediet;

— bedrijfsinvesteringsfonds voor de vervanging/aankoop van productiemiddelen;

— opleidingsfonds voor de opleiding van kwetsbare functies met het oog op de bescherming van arbeidsplaatsen.

§ 4. Jusqu'à leur placement de la manière définie au § 3, 1^o, les apports rassemblés au sein du fonds de participation peuvent être placés, pendant une période n'excédant pas trois ans, à compter du jour où ils ont été versés au fonds de participation, d'une autre manière définie par le plan de participation.

§ 5. Le fonds de participation peut recourir à l'emprunt pour acquérir des actions de l'entreprise ou pallier des problèmes de liquidité, et seulement à ces fins, à condition que le plan de participation lui donne la possibilité de le faire.

§ 6. L'entreprise peut procéder à une augmentation de capital destinée en tout ou partie au fonds de participation.

Art. 8

§ 1^{er}. Le fonds de participation est créé sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée. La raison sociale de la société doit comprendre les mots «Fonds de participation». Le fonds de participation fonctionne suivant le principe: «un associé, une voix».

§ 2. Les membres qui exercent un mandat au sein du conseil d'entreprise, de la délégation syndicale ou du comité de prévention et de sécurité d'une entreprise visée à l'article 2, 1^o, ne peuvent pas être désignés pour occuper une fonction d'administrateur du fonds de participation. Cette disposition ne vaut pas pour les entreprises qui comptent moins de 200 travailleurs.

§ 3. Lorsque le fonds de participation réalise des placements dans un fonds d'entreprise, conformément aux dispositions de l'article 7, § 3, un compte distinct est ouvert, dans la comptabilité de l'entreprise, pour les y enregistrer. Ce compte est géré exclusivement par un fondé de pouvoir de l'entreprise et un fondé de pouvoir du fonds de participation qui agissent conjointement.

§ 4. Le fonds de participation et la manière dont est fixée la valeur des actions de l'entreprise qui sont mises à la disposition soit du fonds soit des travailleurs, sont soumis au contrôle du commissaire-réviseur des entreprises au sens de l'article 2, 1^o, ou, à défaut, d'un réviseur d'entreprise ou expert-comptable qui est inscrit au tableau des experts-comptables externes de l'Institut des experts-comptables et qui a été désigné par l'un des associés du fonds de participation.

§ 5. Le ministre des Finances peut prendre, par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, des mesures en vue d'assurer la bonne gestion et le contrôle des fonds de participation.

§ 4. In afwachting van het beleggen van de inbrengen zoals gedefinieerd in § 3, 1^o, kunnen de in het participatiefonds verzamelde inbrengen belegd worden op andere, in het participatieplan bepaalde manieren gedurende een periode van maximaal drie jaren, te rekenen vanaf de dag dat ze in het participatiefonds ingebracht werden.

§ 5. Het participatiefonds kan enkel lenen om aandelen van de onderneming te verwerven of om liquiditeitsproblemen te overbruggen en voor zover dit in het participatieplan voorzien werd.

§ 6. De onderneming kan tot een kapitaalverhoging overgaan die geheel of gedeeltelijk bestemd is voor het participatiefonds.

Art. 8

§ 1. Het participatiefonds wordt opgericht onder de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid. In de naam van de vennootschap moet steeds de vermelding «Participatiefonds» voorkomen. Binnen het participatiefonds geldt het principe: «één vennoot, één stem».

§ 2. Leden die een mandaat uitoefenen in de ondernemingsraad, de syndicale delegatie of het comité voor preventie en bescherming van de in artikel 2, 1^o, bepaalde onderneming kunnen niet als bestuurder van het participatiefonds gekozen worden. Deze bepaling geldt niet voor ondernemingen met minder dan 200 werknemers.

§ 3. Wanneer het participatiefonds beleggingen verricht in een ondernemingsfonds, zoals bepaald bij artikel 7, § 3, dan wordt hiervoor in de boekhouding van de onderneming een afzonderlijke rekening geopend. Deze rekening valt onder het uitsluitend gezamenlijk beheer van een gevolmachtigde van de onderneming en van een gevolmachtigde van het participatiefonds.

§ 4. De controle op het participatiefonds alsmede op het bepalen van de waarde van de aandelen van de onderneming die ter beschikking gesteld worden van het participatiefonds of van de werknemer, geschiedt door de commissaris-revisor van de in artikel 2, 1^o, bepaalde onderneming, of, bij gebreke hieraan, door een door de vennoten van het participatiefonds aangewezen bedrijfsrevisor of accountant ingeschreven op het tableau van de externe accountants van het Instituut der accountants.

§ 5. De minister van Financiën kan bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit maatregelen voor het goed beheer en de controle van de participatiefondsen bepalen.

Art. 9

§ 1^{er}. Les parts du fonds de participation ne peuvent être remises aux travailleurs, en espèces ou sous la forme d'actions des entreprises définies à l'article 2, 1^o, qu'à l'issue d'une période de blocage de cinq ans au moins. Dans le cas visé à l'article 5, § 4, aucune remise sous la forme d'actions de l'entreprise ne peut avoir lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter du jour où le fonds de participation aura acquis au moins 25 % des actions de l'entreprise.

§ 2. La période de blocage prend cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle dans laquelle les apports des employeurs et des travailleurs ont été versés au fonds de participation.

§ 3. Le délai de blocage de cinq ans dont il est question au § 1^{er} peut être ramené à un délai de trois ans en cas de licenciement, de mise à la retraite, de décès ou d'invalidité, si le plan de participation autorise une telle réduction.

Section 3

De la participation structurelle

Art. 10

Dès qu'il est établi que le fonds de participation détient 10 % au moins du capital social de l'entreprise, l'assemblée générale de celle-ci doit nommer, si elle compte plus de 200 travailleurs, 1/5 au moins et, en tout cas, 1 des membres du conseil d'administration du fonds de participation sur une liste de candidats présentée par le conseil d'administration du fonds de participation, et comprenant deux candidats au moins par mandat. Le conseil d'administration du fonds de participation ne peut pas présenter de candidats qui exercent un mandat au sein du conseil d'entreprise, de la délégation syndicale ou du comité de prévention et de protection des entreprises visées à l'article 2, 1^o, ou au sein d'un autre organe représentatif des travailleurs.

Section 4

De l'information

Art. 11

Les modalités définies dans le plan de participation sont communiquées par écrit à tous les travailleurs au moment de leur entrée en service ou, le cas échéant, au moment de l'entrée en vigueur du plan de participation.

Art. 9

§ 1. De aandelen van het participatiefonds kunnen slechts na een blokkeringsperiode van ten minste vijf jaren aan de werknemers overgemaakt worden in geld of in aandelen van de onder artikel 2, 1^o, bepaalde onderneming. In het geval bepaald in artikel 5, § 4, kan geen uitbetaling in aandelen van de onderneming geschieden, tenzij vijf jaren nadat het participatiefonds minstens 25 % van de aandelen van de onderneming verworven heeft.

§ 2. De blokkeringsperiode gaat in op 1 januari van het jaar volgens op het jaar waarin de werkgevers- en werknemersinbrengen aan het participatiefonds gestort werden.

§ 3. De blokkeringstermijn van vijf jaren, bepaald in § 1, kan in geval van afdanking of pensionering, overlijden of invaliditeit, en voor zover het participatieplan hierin voorziet, worden teruggebracht tot een termijn van drie jaren.

Afdeling 3

Structurele participatie

Art. 10

Zodra blijkt dat het participatiefonds minstens 10 % bezit van het maatschappelijk kapitaal van de onderneming, moet de algemene vergadering van deze onderneming, voor zover ze meer dan 200 werknemers telt, minstens 1/5 en in elk geval minstens 1 van de leden van zijn raad van bestuur benoemen, te kiezen uit een lijst van minstens twee kandidaten per mandaat die wordt voorgedragen door de raad van bestuur van het participatiefonds. De raad van bestuur van het participatiefonds mag niemand voordragen die een mandaat uitoefent in de ondernemingsraad, de syndicale delegatie of het comité voor preventie en bescherming van de in artikel 2, 1^o, bepaalde onderneming of in een ander orgaan van de werknemersvertegenwoordiging.

Afdeling 4

Informatie

Art. 11

De nadere regels van het participatiefonds worden schriftelijk aan alle werknemers medegedeeld bij het begin van de indiensttreding of desgevallend bij de inwerkingtreding van het participatieplan.

Section 5

Dispositions fiscales

Art. 12

Par dérogation à l'article 185 du Code des impôts sur les revenus 1992, les sociétés coopératives visées à l'article 2, 4^o, ne peuvent être taxées que sur l'ensemble des avantages anormaux ou bénévoles et sur les dépenses et frais non déductibles comme frais professionnels autres que ceux visés à l'article 198, 7^o et 10^o, du C.I.R. 1992.

Les apports versés par les employeurs et les travailleurs dans le cadre du plan de participation ne sont pas considérés comme des avantages anormaux ou bénévoles.

Art. 13

Les modifications suivantes sont apportées au Code des impôts sur les revenus 1992:

1^o L'article 21 est complété par un 10^o, rédigé comme suit:

«10^o les revenus des actions du fonds de participation, au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise, qui sont immédiatement réinvestis dans le fonds en tant qu'apport.»

2^o Il est inséré entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 31, un alinéa nouveau, rédigé comme suit:

«Ne sont pas considérées comme rémunérations des travailleurs, les acquisitions à titre gratuit d'actions du fonds de participation au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise.»

3^o L'article 38 est complété par un 14^o, rédigé comme suit:

«14^o sans préjudice de l'application de l'article 90, 11^o, les sommes obtenues par le travailleur à l'occasion de la cession ou de la réalisation d'actions d'un fonds de participation au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise.»

4^o L'article 90 est complété par un 11^o, rédigé comme suit:

«11^o les sommes obtenues par le travailleur à l'occasion de la cession ou de la réalisation d'actions d'un fonds de participation au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise, à condition qu'elles ne dépassent pas le montant des versements uniques ou périodiques effectués par le travailleur et visés à l'article 145/1, 6^o, ni le montant des apports versés par l'entreprise et visés à l'article 195, § 3.»

Afdeling 5

Fiscale bepalingen

Art. 12

In afwijking van artikel 185 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, zijn de in artikel 2, 4^o, bedoelde coöperatieve vennootschappen slechts belastbaar op het totaal van de ontvangen abnormale of goedgunstige voordelen en van de niet als bedrijfskosten aftrekbare uitgaven en kosten andere dan die vermeld in artikel 197, 7^o, en 10^o, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

De in het kader van het participatieplan gestorte werkgevers- en werknemersinbrengen worden niet als abnormale of goedgunstige voordelen beschouwd.

Art. 13

In het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 worden volgende wijzigingen aangebracht:

1^o Artikel 21 wordt aangevuld met een 10^o, luidende:

«10^o inkomsten die voortvloeien uit de aandelen van het participatiefonds zoals gedefinieerd in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie en die onmiddellijk aangewend worden als inbreng in dat participatiefonds.»

2^o In artikel 31 wordt tussen het tweede en het derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

«Als bezoldigingen van werknemers worden niet beschouwd de verkrijgingen om niet door de werknemer van aandelen van een participatiefonds zoals bedoeld in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie.»

3^o Artikel 38 wordt aangevuld met een 14^o, luidende:

«14^o onverminderd de toepassing van artikel 90, 11^o, de sommen verkregen door de werknemer naar aanleiding van de overdracht of realisatie van aandelen van een participatiefonds zoals bedoeld in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie.»

4^o Artikel 90 wordt aangevuld met een 11^o, luidende:

«11^o de sommen verkregen door de werknemer naar aanleiding van de overdracht of realisatie van aandelen van een participatiefonds zoals bedoeld in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie, in de mate dat zij niet meer bedragen dan de eenmalige of periodieke stortingen die door de werknemer worden gedaan zoals bedoeld in artikel 145/1, 6^o, en door de inbrengen van de onderneming als vermeld in artikel 195, § 3.»

5° L'article 145/1 est complété par un 6°, rédigé comme suit :

«6° à titre de versements uniques ou périodiques effectués par le travailleur dans un fonds de participation conformément aux dispositions de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise.»

6° À l'article 171 sont apportées les modifications suivantes :

a) le 1° est complété par un *littéra h*), rédigé comme suit :

«*h*) les sommes visées au 4°, *j*), si elles sont liquidées différemment»;

b) le 4° est complété par un *littéra j*), rédigé comme suit :

«*j*) les sommes visées à l'article 90, 11°, du Code des impôts sur les revenus 92, si elles sont liquidées au travailleur soit à l'occasion de sa mise à la retraite à la date normale, soit à l'occasion de son décès, soit à l'occasion de sa mise à la prépension au cours d'une des cinq années qui précèdent la date normale.»

7° À l'article 186, il est inséré, entre le troisième et le quatrième alinéa, un alinéa nouveau rédigé comme suit :

«Dans le cas visé à l'alinéa 2, 2°, l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable si l'acquéreur des actions est un fonds de participation au sens de la loi du sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise.»

8° L'article 195 est complété par un § 3, rédigé comme suit :

«§ 3. Sont notamment considérés comme des frais professionnels les apports qu'une entreprise verse en faveur de ses travailleurs à un fonds de participation au sens de la loi du.... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise.»

Section 6

Dispositions de droit social

Art. 14

§ 1^{er}. L'article 2, troisième alinéa, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs est remplacé par les dispositions suivantes :

«Toutefois, ne sont pas à considérer comme rémunération pour l'application de la présente loi :

1° les indemnités payées directement ou indirectement par l'employeur :

a) comme pécule de vacances;

5° Artikel 145/1 wordt aangevuld met een 6°, luidende :

«6° éénmalige of periodieke stortingen die door de werknemer worden gedaan in een participatiefonds overeenkomstig de bepalingen van de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie.»

6° In artikel 171 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het 1° wordt aangevuld met een letter *h*), luidende :

«*h*) de in 4°, *j*), bedoelde sommen, indien anders uitgekeerd.»

b) het 4° wordt aangevuld met in letter *j*), luidende :

«*j*) de in artikel 90, 11°, Wetboek van Inkomstenbelasting 92 bedoelde sommen wanneer zij aan de werknemer worden uitgekeerd naar aanleiding van zijn pensionering op de normale datum of naar aanleiding van zijn overlijden of naar aanleiding van vervroegde pensionering in een van de vijf jaren die de normale datum voorafgaan.»

7° In artikel 186 wordt tussen het derde en het vierde lid een nieuw lid ingevoegd, luidende :

«In een geval als vermeld in het tweede lid, 2°, is het eerste lid niet van toepassing indien de verkrijger van de aandelen een participatiefonds is, zoals gedefinieerd in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie.»

8° Artikel 195 wordt aangevuld met een § 3, luidende :

«§ 3. Worden inzonderheid als beroepskosten aangemerkt, de inbrengen die de onderneming in een participatiefonds stort ten gunste van haar werknemers, zoals bepaald in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie.»

Afdeling 6

Sociaalrechtelijke bepalingen

Art. 14

§ 1. Artikel 2, derde lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, wordt vervangen als volgt :

«Voor de toepassing van deze wet worden evenwel niet als loon beschouwd :

1° de vergoedingen door de werkgever rechtstreeks of onrechtstreeks betaald :

a) als vakantiegeld;

b) qui doivent être considérées comme un complément des indemnités dues par suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle;

c) qui doivent être considérées comme un complément des avantages accordés pour les diverses branches de la sécurité sociale;

2^o:

a) les apports que l'entreprise verse dans un fonds de participation au sens de la loi du... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise;

b) les actions du fonds de participation défini dans la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise, pour autant qu'elles ne soient pas cédées avant la fin de la période de blocage visée en son article 10;

c) les dividendes des actions du fonds de participation au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise.»

§ 2. Dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, est inséré un article *2bis*, qui est rédigé comme suit:

«Art. *2bis*. — Ne sont pas à considérer comme rémunération pour l'application de la présente loi:

a) les apports versés par l'entreprise dans un fonds de participation au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise;

b) les actions du fonds de participation au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise, pour autant qu'elles ne soient pas cédées avant la fin de la période de blocage visée à l'article 9 de celle-ci;

c) les dividendes découlant des actions du fonds de participation au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise.»

Section 7

Dispositions concernant le droit des sociétés

Art. 15

Les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, sont modifiées comme suit:

1^o à l'article *52bis*, § 1^{er}, deuxième alinéa, les mots «ou à un fonds de participation au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise» sont insérés après les mots «à son personnel».

b) welke moeten worden beschouwd als een aanvulling van de vergoedingen verschuldigd tengevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte;

c) welke moeten worden beschouwd als een aanvulling van de voordelen toegekend voor de verschillende takken van de sociale zekerheid.

2^o:

a) de inbrengen die door de onderneming worden gedaan in een participatiefonds zoals gedefinieerd in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie;

b) de aandelen van het participatiefonds, zoals gedefinieerd in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie, voor zover ze niet vóór het beëindigen van de in artikel 10 van voormelde wet bepaalde blokkeringsperiode worden overgedragen;

c) de uit de aandelen van het participatiefonds zoals gedefinieerd in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie voortvloeiende dividendend.»

§ 2. In de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt een artikel *2bis*, ingevoegd luidende:

«Art. *2bis*. — Voor de toepassing van deze wet wordt niet als loon beschouwd:

a) de inbrengen die door de onderneming worden gedaan in een participatiefonds, zoals gedefinieerd in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie;

b) de aandelen van het participatiefonds, zoals gedefinieerd in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie voor zover ze niet vóór het beëindigen van de in artikel 9 van voormelde wet bepaalde blokkeringsperiode worden overgedragen;

c) de uit de aandelen van het participatiefonds zoals gedefinieerd in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie voortvloeiende dividendend.»

Afdeling 7

Vennootschapsrechtelijke bepalingen

Art. 15

In de wetten betreffende de vennootschappen gecoördineerd op 30 november 1935, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in artikel *52bis*, § 1, tweede lid, worden na de woorden «aan haar personeel» de woorden «of een participatiefonds zoals bepaald in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie» toegevoegd.

2° au même article, § 4, deuxième alinéa, 3°, les mots «ou à un fonds de participation au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise» sont insérés après les mots «au personnel».

3° à l'article 52ter, § 2, deuxième alinéa, 1°, les mots «ou à un fonds de participation au sens de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise» sont insérés après les mots «à des membres du personnel de la société».

CHAPITRE II

Du contrôle et des dispositions pénales

Art. 16

Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, l'institution et/ou les agents désignés par le Roi contrôlent le respect de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, selon les modalités définies par le Roi.

Art. 17

Le Roi peut, après avis du Conseil national du travail, prévoir que les entreprises et les fonds de participation doivent conserver les documents et fournir les renseignements qui concernent la participation dans l'entreprise au sens de la présente loi.

Le Roi prend les mesures nécessaires pour:

— que les dispositions de la présente loi soient respectées strictement;

— que les informations statistiques relatives à l'application de la présente loi soient réunies comme il se doit;

— qu'un rapport annuel soit établi à l'intention du Gouvernement et des Chambres législatives, qui fournisse des informations à propos de l'application et la diffusion du système de la participation au patrimoine des entreprises et à propos des mesures qui auront été prises dans le souci d'assurer une grande diffusion continue de ce système.

Art. 18

Sans préjudice des articles 269 et 271 à 274 du Code pénal, sont punis d'une amende de cinquante à dix mille francs:

1° l'entreprise, ou son préposé ou mandataire, qui ne respecte pas les dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11 et 17 de la présente loi ni les arrêtés d'exécution de ceux-ci;

2° in hetzelfde artikel, § 4, tweede lid, 3°, worden na de woorden «aan het personeel» de woorden «of een participatiefonds, zoals bepaald in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie» ingevoegd.

3° in artikel 52ter, § 2, tweede lid, 1°, worden na de woorden «van het personeel van de vennootschap» de woorden «of een participatiefonds zoals bepaald in de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie» toegevoegd.

HOOFDSTUK II

Toezicht en strafbepalingen

Art. 16

Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen instelling en/of ambtenaren toezicht op de naleving van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan, overeenkomstig de wijze door de Koning bepaald.

Art. 17

De Koning kan, na advies van de Nationale Arbeidsraad, bepalen dat de ondernemingen en de participatiefondsen de bescheiden bijhouden en de inlichtingen verstrekken die betrekking hebben op de ondernemingsparticipatie zoals bedoeld in deze wet.

De Koning neemt de nodige maatregelen opdat:

— de bepalingen van deze wet strikt nageleefd worden;

— statistische informatie inzake de toepassing van deze wet op adequate wijze verzameld wordt;

— jaarlijks een publiek verslag opgesteld wordt voor de regering en de Wetgevende Kamers dat informatie verstrekt over de toepassing en verspreiding van de ondernemingsparticipatie in de ondernemingen en de getroffen maatregelen ter verdere verspreiding.

Art. 18

Onverminderd de artikelen 269 en 271 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met geldboete van vijftig tot tienduizend frank:

1° de onderneming, haar aangestelde of lasthebber, die de bepalingen van de artikelen 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11 en 17 en de uitvoeringsbesluiten ervan niet in acht nemen

2° le fonds de participation, son préposé ou mandataire, qui ne respecte pas les dispositions des articles 7, 8, 9 et 17 de la présente loi ni les arrêtés d'exécution de ceux-ci;

3° toute personne qui entrave le contrôle organisé en application des articles 16 et 17.

Ils sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante à dix mille francs ou d'une seule de ces peines s'ils ont agi dans une intention frauduleuse.

Art. 19

Les entreprises et les fonds de participation sont civilement responsables du paiement des amendes auxquelles leurs préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 20

Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, à l'exception du chapitre V, mais y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux délits définis dans la présente loi.

Art. 21

L'action publique intentée à la suite d'une infraction aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution se prescrit par cinq ans à compter du jour de l'infraction.

Art. 22

L'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales est complété par un 37° rédigé comme suit:

«celui qui ne respecte pas les dispositions de l'article 20 de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise ou de ses arrêtés d'exécution.»

2° het participatiefonds, zijn aangestelde of lasthebber die de bepalingen van de artikelen 7, 8, 9 en 17 en de uitvoeringsbesluiten ervan niet in acht neemt;

3° een ieder die het krachtens de artikelen 16 en 17 georganiseerde toezicht verhindert.

Zij worden gestraft met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig tot tienduizend frank of met één van die straffen alleen, als zij met bedrieglijk opzet hebben gehandeld.

Art. 19

De ondernemingen en participatiefondsen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe hun aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld.

Art. 20

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van het hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de bij deze wet bepaalde misdrijven.

Art. 21

De strafvordering wegens een inbreuk op de bepalingen van deze wet en van de besluiten die ter uitvoering hiervan zijn genomen, verjaart door verloop van vijf jaren te rekenen van de dag waarop de inbreuk is gepleegd.

Art. 22

Artikel 1 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten, toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, wordt aangevuld met een 37°, luidende:

«37° hij die de bepalingen van artikel 20 van de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie en de uitvoeringsbesluiten hiervan niet in acht neemt.»

CHAPITRE III

Disposition en matière de compétence

Art. 23

L'article 574 du Code judiciaire, modifié par les lois des 24 mars 1975, 12 juillet 1989, 12 juin 1991 et 22 juillet 1991, est complété par un 10^o rédigé comme suit:

«10^o des litiges concernant l'application de la loi du ... sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise.»

HOOFDSTUK III

Bevoegdheidsbepalingen

Art. 23

Artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1975, van 12 juli 1989, van 12 juni 1991 en van 22 juli 1991, wordt aangevuld met een 10^o, luidende:

«10^o van geschillen betreffende de toepassing van de wet van ... inzake ondernemingsparticipatie.»

Leo DELCROIX.
Philippe CHARLIER.
Hugo VANDENBERGHE.